

APPROCHE
ENVIRONNEMENTAL
DE LA PAIX AU
LIPTAKO GOURMA

Approche environnementale de la paix au Liptako Gourma

Soutenir le rétablissement de la paix dans la région transfrontalière
du Mali, Burkina Faso et Niger

Produit par:



Avec le soutien de :



THE GOVERNMENT
OF THE GRAND DUCHY OF LUXEMBOURG

Rapport

Approche environnementale de la paix au Liptako Gourma

Soutenir le rétablissement de la paix dans la région transfrontalière du Mali, Burkina Faso et Niger

Collaborateurs et clause de non-responsabilité : Le projet "Pour une approche plus environnementale de la paix dans la Liptako Gourma" est mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat entre TrustWorks Global (TWG) et l'Institut européen de la paix (EIP). Le projet est financé par le Grand-Duché de Luxembourg. Cette note exprime les points de vue des organisations chargées de la mise en œuvre et les partenaires engagés dans ce projet, mais il ne représente pas les points de vue ou la politique officielle du Grand-Duché de Luxembourg.

Licence : Cette note est protégée par les droits d'auteur de TWG et de EIP. Cette publication peut être reproduite en tout ou en partie et sous quelque forme que ce soit à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Cette note ne peut être utilisée à des fins commerciales.

Contents

À propos de ce document	4
1. Contexte	5
1.1 La sécurité dans le Liptako Gourma	
1.2 Les causes profondes du conflit dans la région du Liptako Gourma	
2. Approches de médiation dans le Liptako	11
2.1 Approches nationales de la médiation	
2.2 Approches locales de la médiation	
2.3 Une reconnaissance des causes environnementales profondes, mais des pratiques limitées en matière de l'approche environnementale de la paix et de prise en compte du climat	
3. Avantages de la promotion d'une approche axée sur les ressources naturelles, l'environnement et le changement climatique dans le cadre de la médiation et de l'établissement de la paix	16
3.1 Les avantages de l'adoption d'une approche plus environnementale de la paix et de médiation tenant compte du climat dans le Liptako Gourma	
4. Principes d'une approche de rétablissement de la paix dans le domaine de l'environnement	20
5. Une approche plus environnementale de la paix de bonnes pratiques	21
5.1 Analyse et partage d'informations	
5.2 Conception des processus et des accords	
5.3 Mise en œuvre	
6. Conclusion	24

À propos de ce document

Ce document présente une logique, un ensemble de principes et des points d'entrée possibles pour une approche plus environnementale de la paix dans la région du Liptako Gourma au Sahel ; une approche qui vise à favoriser la paix en abordant et en atténuant les conflits environnementaux.

Alors que le changement climatique apparaît progressivement comme un défi supplémentaire pour notre capacité collective à prévenir et à gérer les crises, les médiateurs doivent de plus en plus tenir compte de ses implications à court, moyen et long terme sur les conflits. Il est donc crucial de reconnaître les questions environnementales comme des points d'entrée potentiellement constructifs dans les approches de rétablissement de la paix. L'intégration des questions environnementales dans un processus de médiation peut contribuer à sa résolution en jetant les bases d'une paix plus durable et en créant des mécanismes de collaboration future. Dans ce contexte, l'approche plus environnementale de la paix vise à améliorer la prévention et la résolution des conflits en abordant spécifiquement les facteurs sous-jacents liés au climat, aux questions environnementales et aux ressources naturelles.

La région du Liptako Gourma, au Sahel, présente un potentiel important pour bénéficier de l'approche plus environnementale de la paix, étant donné la dépendance de sa population à l'égard des ressources naturelles partagées, dont la raréfaction rapide contribue à menacer les modes de vie ancestraux, à exacerber les tensions entre les communautés et à fonctionner à la fois comme contributeur et victime de l'insécurité généralisée qui prévaut dans tout le Sahel.

Basée sur ce concept, l'approche s'efforce d'améliorer le rétablissement de la paix et la coopération en reconnaissant l'interconnexion des conflits et des écosystèmes d'une part, et que les ressources naturelles, la dégradation de l'environnement et le changement climatique contribuent aux causes profondes des conflits au Mali, au Burkina Faso et au Niger d'autre part. L'approche vise à jeter les bases d'une paix environnementale durable grâce au partage d'informations, au dialogue, à la médiation et à la collaboration.

Ce document ne doit pas être considéré comme une feuille de route. Il se veut une source d'inspiration pour les acteurs locaux, nationaux et régionaux afin qu'ils s'inspirent, adaptent et intègrent des composantes environnementales dans la conception et la mise en œuvre de stratégies, de feuilles de route et de plans d'action liés à la promotion du dialogue, à la pratique de la médiation, à l'élaboration de processus de paix et à la négociation d'accords.

1. Contexte

1.1 La sécurité dans le Liptako Gourma

La région frontalière du Liptako Gourma, entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger, s'étend sur une superficie d'environ 370 000 km². Près de 80 % de la population de la région vit en milieu rural et l'élevage est une composante essentielle de l'économie rurale de la région, à la fois en termes de poids économique et en tant que facteur de structuration de l'espace rural. La région du Liptako Gourma comprend des zones parmi les plus abandonnées et les plus déshéritées des trois pays, malgré les potentialités agropastorales, halieutiques, fauniques et minières de la zone. La variabilité du climat, la concurrence pour les ressources rares, la pauvreté et la pression démographique, aggravées par la mauvaise gouvernance, les troubles politiques et la marginalisation, contribuent à l'augmentation des niveaux de violence, qui se sont répandus dans toute la région du Liptako Gourma.

Depuis 2015, la région a connu une augmentation significative des conflits armés (Figure 1), principalement caractérisés par des confrontations entre communautés et des affrontements entre les forces armées régulières et les groupes armés non étatiques (GANÉ), y compris les organisations djihadistes. Les deux principaux groupes djihadistes opérant dans la région sont les groupes Jama'at Nasr al-Islam wal Muslimin (JNIM), affiliés à Al-Qaïda, et les groupes affiliés à l'État islamique. Il est important de garder à l'esprit que ces deux groupes ont tendance à se disputer le contrôle territorial du Sahel, ce qui ajoute un front supplémentaire à la crise déjà complexe de la région.

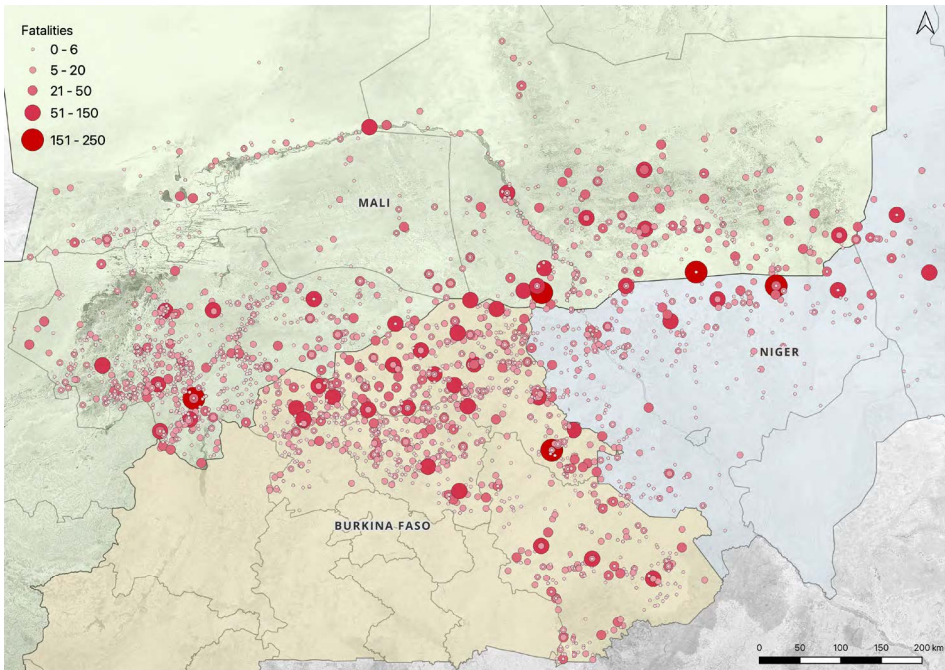
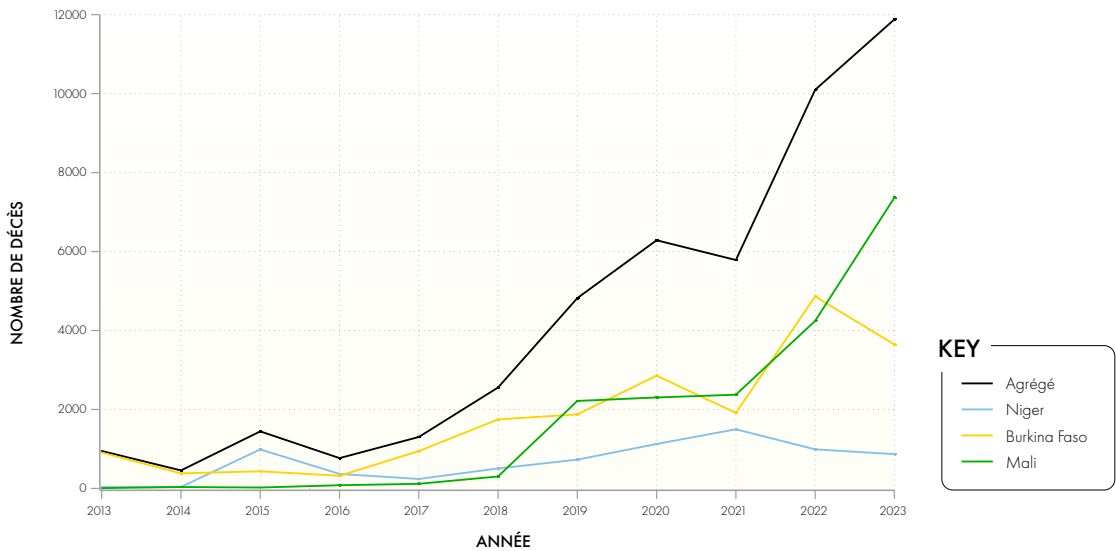
Le paysage sécuritaire complexe de la région évolue dans un contexte d'instabilité politique croissante, accentuée par des coups d'État militaires successifs. La violence s'est manifestée sous diverses formes, contribuant toutes à creuser les fossés sociaux entre les communautés et entre ces communautés et les États censés assurer leur protection. Souvent ciblés en premier lieu par les attaques djihadistes et soumis à une contre-insurrection très militarisée menée par l'État, ainsi qu'à des conflits intercommunautaires, les civils se retrouvent piégés au carrefour de multiples défis, sans structures de gouvernance adéquates pour les relever efficacement. Parallèlement, les groupes armés non étatiques ont étendu leur influence dans les régions rurales et marginalisées, englobant les zones frontalières au lieu de concentrer leurs efforts sur les centres urbains (figure 2).



Comme indiqué ci-dessus, les perspectives d'une paix généralisée et durable dans la région du Liptako Gourma sont limitées par un certain nombre de facteurs déstabilisants qui ont continué à alimenter l'instabilité. Parmi ces facteurs, les affrontements entre les différentes communautés occupent une place déterminante. Ces conflits intercommunautaires se sont intensifiés du fait des stratégies militaires des Etats, impliquant des alliances avec des milices locales d'autodéfense et des groupes armés qui aident les forces armées régulières dans leurs efforts de contre-insurrection - notamment au Mali et au Burkina Faso. Ces opérations conjointes ont donné lieu à de nombreuses violations des droits de l'homme à l'encontre de la population, en particulier, mais pas exclusivement, à l'encontre de la communauté peule en raison des soupçons qui pèsent sur leurs liens présumés avec des groupes djihadistes.

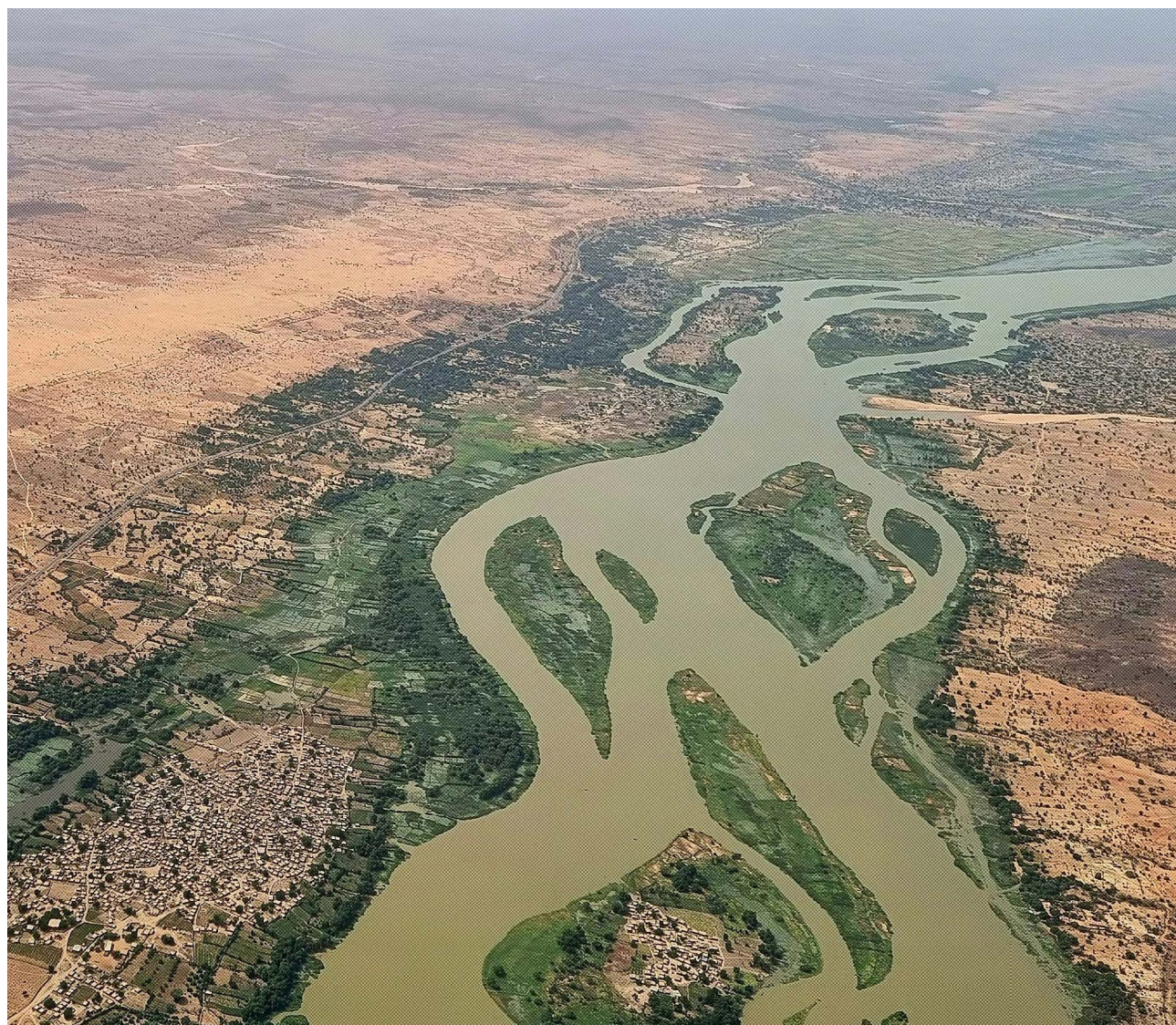
CONFLIT DANS LE LIPTAKO GOURMA (MALI, BURKINA FASO, NIGER)

De janvier 2013 à novembre 2023. Source : ACLED



En outre, le changement climatique et la dégradation de l'environnement sont devenus des facteurs de déstabilisation importants au fil des ans. Leurs impacts négatifs sur la région ont conduit à des tensions plus vives sur la disponibilité des terres et des ressources naturelles agropastorales, en particulier entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. Un nombre considérable de ces tensions sont directement liées à la mauvaise gestion de ces ressources, soit directement par des pratiques telles que l'accaparement des terres ou l'exploitation destructrice des minéraux, soit indirectement par une mauvaise adaptation au changement climatique ou la promotion excessive de l'agriculture en tant que politique de développement.¹

Les pratiques non durables ont eu des conséquences importantes pour les communautés de la région, car elles réduisent la disponibilité et la qualité des ressources naturelles rares dont les communautés locales dépendent pour leur survie, en particulier dans les zones reculées qui ne disposent pas des services de base fournis par l'État et de la capacité de soutenir leurs moyens de subsistance et leur protection. En conséquence, les communautés sédentaires sont forcées de migrer vers d'autres zones, et les groupes de transhumants nomades modifient leurs itinéraires traditionnels à la recherche de pâturages plus productifs, contribuant ainsi à une dynamique de conflit basée sur la concurrence pour les ressources de base.



River Niger near
Niamey, Niger.
Credit: Michel Isamuna,
2022.

¹ G5 Sahel et ASSN, 2021. Analyse des causes profondes des violences et conflits communautaires dans les pays du G5 Sahel.

Par exemple, au Mali, les communautés pastorales peules et touaregs ont connu une augmentation de la violence due à la pénurie d'eau et à l'accaparement des terres, entraînant des affrontements entre clans et les poussant finalement à rechercher une protection pour leur groupe et leur bétail, qui peut parfois être fournie par des acteurs djihadistes opérant dans la région,² tels que le JNIM, ou d'autres groupes armés affiliés à l'État islamique (IS) sous la bannière d'IS-Sahel. En l'absence de structures étatiques efficaces, ces groupes ont exploité la spirale du mécontentement rural pour recruter au sein de la population. Par exemple, à Tillabery (Niger), la branche locale de l'État islamique a exploité la concurrence incontrôlée pour les ressources naturelles et l'autorité locale entre les communautés Peul, Djerma, Touareg et Daosahak, renforçant progressivement sa position au niveau local. Cela montre que si les pressions environnementales ne sont pas toujours intrinsèquement politiques, leurs conséquences sont profondément liées aux dynamiques sociales et politiques.

Compte tenu de la relation complexe entre le climat, les ressources naturelles et les conflits, il est également essentiel de considérer que des tensions et des conflits peuvent survenir dans des situations d'abondance de ressources résultant d'interventions visant à remédier à la pénurie de ressources. Par exemple, après la signature de l'accord de Banibangou au Niger, de nombreux éleveurs sont revenus dans la commune avec leur bétail, certains après une décennie d'absence, profitant de la paix et des pâturages restaurés. Cet afflux soudain a créé des pressions démographiques, nécessitant une gestion non seulement des pâturages mais aussi de l'accès à l'eau, de nombreux puits ayant été sabotés pendant les années de conflit. Dans le cas du centre du Mali, les violences entre djihadistes et groupes d'autodéfense sont en partie liées à des conflits sur les réserves d'eau devenues accessibles au cours des dernières décennies grâce à la construction de puits. Les tensions entre éleveurs et agriculteurs se sont aggravées car ni l'État ni les autorités locales traditionnelles n'ont démontré leur capacité ou leur légitimité à réglementer l'utilisation des terres et à arbitrer les conflits liés à l'accès aux ressources. Ces exemples soulignent que le problème va au-delà de la simple disponibilité des ressources naturelles ; il s'articule également autour de questions plus larges de gouvernance.

2 UNOWAS, 2018. *Pastoralisme et sécurité en Afrique de l'Ouest et au Sahel*, p.45.



1.2 Les causes profondes du conflit dans la région du Liptako Gourma

Système de gouvernance centralisé s et marginalisation des zones rurales : Les États de la région du Sahel ont tendance à posséder un système de gouvernance excessivement centralisé, qui renforce la marginalisation géographique, économique et politique des personnes vivant dans les zones rurales et les régions frontalières³, où les services de base font souvent défaut. Cette situation a alimenté des griefs historiques qui ont déclenché des rébellions et conduit à des changements de régime autocratique. Pour s'éloigner de cette approche centralisée et en raison de la diminution de leur contrôle sur la sécurité dans les régions plus difficiles d'accès, les États ont externalisé divers domaines de responsabilité, qu'il s'agisse de la gestion des ressources naturelles, de l'administration ou de la sécurité, à des acteurs locaux et internationaux, adoptant ainsi une forme de gouvernance "hybride"⁴. Toutefois, compte tenu de la complexité et de l'ampleur des défis auxquels elles sont confrontées, les autorités locales - tant formelles que traditionnelles - n'ont souvent pas la capacité de gérer efficacement les flambées de violence.

Absence de l'État et montée de la militarisation civile : Le vide sécuritaire laissé par un État de plus en plus absent dans certaines des zones les plus touchées par le conflit au Sahel a entraîné une augmentation de la militarisation civile, des groupes d'autodéfense s'étant formés dans les communautés rurales pour compenser l'absence des autorités militaires. C'est notamment le cas au Mali et au Burkina Faso. Malheureusement, cette militarisation s'est traduite par une augmentation de la violence entre les communautés, notamment en ce qui concerne les litiges relatifs à la répartition des terres et des ressources naturelles et à leur utilisation contestée par les éleveurs et les agriculteurs. Les tensions découlant de la rareté des ressources sont encore exacerbées par les actions opportunistes de certains groupes armés non étatiques et de certaines élites politiques. Dans un contexte de faible confiance envers les autorités étatiques, les groupes armés non étatiques exploitent efficacement les facteurs de stress climatique et l'absence de l'État pour renforcer leur attrait en matière de recrutement, tout en capitalisant sur les sentiments antigouvernementaux. Inversement, les problèmes liés au climat peuvent accroître le risque de conflits locaux lorsqu'ils sont exploités par les élites locales ou nationales à des fins personnelles.

Affaiblissement des pratiques coutumières et traditionnelles de résolution des conflits : Les figures coutumières et traditionnelles ont joué un rôle historique dans la résolution à l'amiable des conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles. Cependant, les politiques de décentralisation et l'affaiblissement du tissu social ont mis à mal la capacité de médiation des autorités coutumières et traditionnelles.⁵ Cependant, grâce à leur accès et à leur compréhension des contextes démographiques et environnementaux uniques de leurs communautés, les médiateurs coutumiers et traditionnels détiennent encore des connaissances et une légitimité importantes pour obtenir la reconnaissance des parties à un conflit et faciliter efficacement la résolution des conflits intercommunautaires.

Promotion de pratiques agricoles à grande échelles : Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont tous fait preuve d'un penchant pour les pratiques agricoles à grande échelle, souvent "négatives pour la paix". Par exemple, les politiques de propriété foncière ont généralement bénéficié aux agriculteurs sédentaires au détriment des éleveurs nomades. Certains États ont même encouragé la sédentarisation d'éleveurs auparavant nomades, une pratique qui creuse encore davantage le fossé entre les communautés.⁶

3 Banque mondiale. 2022. *Rapport du G5 sur le climat et le développement dans la région du Sahel*.

4 FEPS et IAI, 2019. *Gouvernance et sécurité au Sahel : Mobilité, démographie et changement climatique*.

5 HD, 2021. *La médiation agropastorale au Sahel*.

6 International Crisis Group, 2020. *Le Sahel central : théâtre de nouvelles guerres climatiques ?*

Dépendance à l'égard des revenus tirés de ressources précieuses : L'exploitation des ressources, en particulier de l'or, est une source fréquente de conflits, opposant les sociétés minières privées aux populations locales et aux mineurs artisanaux, et alimentant les conflits entre les travailleurs locaux et les mineurs migrants. L'essor non réglementé de l'exploitation minière a eu de graves répercussions sur l'environnement, notamment la pollution de l'eau et des sols. Cette dépendance à l'égard de l'exploitation minière favorise des pratiques préjudiciables telles que la déforestation, les violations des droits de l'homme et le commerce illicite. Ces problèmes perturbent les moyens de subsistance des populations, intensifient les vulnérabilités, provoquent des ressentiments, poussent les individus à recourir à des moyens de survie illicites et peuvent conduire au recrutement par des groupes extrémistes ou d'autodéfense. Ces conditions créent à leur tour un terrain fertile pour le recrutement par des groupes armés. Ces préoccupations ne se limitent pas au Mali, au Niger et au Burkina Faso ; elles gagnent également en importance dans d'autres États d'Afrique de l'Ouest. Par exemple, les activités d'extraction de l'or dans le sud-est du Sénégal sont soupçonnées de favoriser l'expansion de l'extrémisme violent dans les États côtiers de l'Afrique de l'Ouest. Compte tenu des tensions sous-jacentes liées à l'accès aux ressources, les mouvements importants de personnes et d'argent résultant de l'exploitation artisanale et à petite échelle de l'or perturbent la dynamique sociale et conduisent souvent à des conflits. Ces mouvements importants et non réglementés sont soupçonnés d'accroître le risque d'infiltration des communautés vulnérables par les djihadistes.

Ce point est approfondi dans la stratégie du TWG-EIP pour une gestion des ressources naturelles

Faible gouvernance environnementale : La mauvaise gestion systémique et la corruption généralisée peuvent sérieusement entraver une gouvernance efficace des ressources naturelles. Bien qu'il y ait des tentatives occasionnelles d'aborder les questions connexes par le biais de la législation, les États du Sahel manquent souvent de cadres réglementaires nationaux complets ou délèguent la surveillance aux autorités locales qui n'ont pas la capacité de les mettre en œuvre. La mauvaise coordination entre la gouvernance de la sécurité et celle des ressources naturelles conduit les États à ignorer ou à négliger les demandes des communautés locales.



Credit: Photo by YODA
Adaman on Unsplash

2. Approches de médiation dans le Liptako

La région du Liptako Gourma offre une riche expérience de médiation au cours de la dernière décennie, avec différents groupes d'acteurs adoptant des approches différentes au fil du temps. Alors que les stratégies dirigées par l'État ont eu tendance à favoriser les approches militarisées, elles ont également tenté divers dialogues et contribué à la conclusion d'accords locaux avec les groupes armés. Au niveau local, un certain nombre d'accords ont également été négociés à la fois par des médiateurs internes - chefs communautaires traditionnels ou personnalités religieuses - et avec l'aide d'ONG locales et internationales.

Les efforts de médiation sont nombreux et ont souvent été étayés par la reconnaissance du fait que l'accès aux ressources naturelles est souvent à l'origine des conflits. Cependant, les dispositions spécifiques de la plupart des accords locaux se concentrent sur la fin de la violence à court terme et ne parviennent pas à traiter ces causes profondes et à développer des mécanismes de mise en œuvre capables de s'adapter aux effets néfastes du changement climatique et de la dégradation de l'environnement à moyen et long terme.

2.1 Approches nationales de la médiation

Face à l'escalade de la violence au Sahel, les acteurs locaux et régionaux ont adopté différentes approches de la médiation qui ont évolué au fil du temps. Si les gouvernements du Mali, du Burkina Faso et du Niger ont parfois envisagé d'engager des dialogues avec les groupes armés en complément de leur approche militaire, les coups d'État militaires successifs dans ces pays semblent avoir entravé les perspectives d'une stratégie nationale de soutien aux pourparlers. Les positions des autorités étatiques ont varié, en fonction du degré d'adhésion de la population. Par conséquent, les initiatives de dialogue, notamment celles initiées par les autorités du Burkina Faso en vue des élections de 2020, ont été menées discrètement. De plus, ces positions officielles du gouvernement ont parfois entravé les efforts des médiateurs internes et des ONG internationales de médiation pour initier et maintenir leur implication dans les initiatives locales de paix dans la région.

Néanmoins, depuis 2019, de nombreux processus locaux ont été facilités et, par la suite, des accords locaux ont été négociés. Ces cas ont reçu le soutien d'organisations non gouvernementales locales et internationales, plus particulièrement au Mali et au Niger. Ces accords ont défini des dispositions relatives à la gestion des itinéraires de transhumance, à la prévention des vols de bétail, à l'accès aux pâturages et à l'eau, et au respect des verdicts coutumiers et des règles établies par les autorités traditionnelles. **Les chances que ces accords résistent à l'épreuve du temps se sont avérées très dépendantes de la mesure dans laquelle les politiques et les stratégies des États laissent la place à ces accords et contribuent à les soutenir par des dividendes de la paix significatifs, y compris sous la forme de réformes de la gouvernance de l'État, notamment au niveau local.**

En 2020, le Haut Conseil Islamique du Mali (HCIM) a été mandaté pour mener des discussions entre les militants de la Katiba Macina (JNIM) et les militants de Donso dans la commune centrale de Niono au Mali - une région cruciale pour ses ressources en terre et en eau et qui était auparavant le théâtre de conflits entre ces militants et les forces maliennes. Le cessez-le-feu était considéré comme une chance d'aborder des questions cruciales telles que la gestion équitable des terres et de l'eau, ainsi que la protection des civils contre les attaques des insurgés. Malheureusement, un coup d'État militaire en mai 2021 a destitué les autorités de transition du Mali qui soutenaient la solution fondée sur le dialogue, ce qui a entraîné l'effondrement de l'accord en juillet. Le retrait du soutien national après le coup d'État a été cité par l'un des principaux négociateurs comme la principale cause de cet échec.

En effet, l'absence de soutien de l'État s'est traduite par des engagements non respectés de la part des dirigeants, provoquant l'escalade d'un incident mineur et l'érosion de la confiance entre les parties, ce qui a finalement entraîné l'échec de l'accord. Avec le soutien des partenaires militaires russes, les nouvelles autorités maliennes se sont orientées vers une stratégie essentiellement militaire de lutte contre l'insurrection, laissant peu de place aux approches de dialogue. La récente victoire des forces armées maliennes, qui ont repris le contrôle de Kidal, dans le nord du pays, avec le soutien du groupe Wagner, pourrait bien les conforter dans leur position militaire.

Une situation similaire s'est produite au Burkina Faso lorsque le capitaine Ibrahim Traore a organisé un coup d'État le 30 septembre 2022. Les autorités de transition évincées s'étaient efforcées de mettre en place des initiatives de dialogue local, mais le coup d'État a mis un terme à ces efforts. Le capitaine Traoré a plutôt promu une stratégie militaire axée sur la défense populaire contre les groupes djihadistes. Cela a conduit au recrutement d'environ 70 000 volontaires pour la défense de la patrie (VDP), qui servent de milices auxiliaires d'autodéfense pour aider les forces de sécurité à combattre les djihadistes.

Le Niger, auparavant considéré comme l'un des pays les plus stables malgré la violence jihadiste permanente de la branche sahélienne de l'État islamique et de la province de l'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP), avait adopté une approche distincte, mêlant actions militaires et négociations. Un accord de paix local entre les représentants des communautés zarma et peul dans la commune de Banibangou (région de Tillabery) le 23 janvier 2023, a offert un espoir à des conflits de longue date enracinés en grande partie dans la concurrence pour les ressources naturelles.

Alors que l'État du Niger (représenté par la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) et le Ministère de l'Intérieur) avait réussi à négocier un autre accord de paix à Ouallam, dans la région de Tillabery, en juin 2023, un coup d'État militaire mené par un groupe d'officiers militaires de haut rang connu sous le nom de Conseil National pour la Sauvegarde de la Patrie (CNSP) a renversé le Président Mohamed Bazoum à la fin du mois de juillet 2023, jetant une incertitude sur l'avenir de l'approche singulière du Niger en matière de dialogue.



Encadré 1. L'accord de Banibangou

L'un des accords locaux récents les plus significatifs signés au Niger (le 23 janvier 2023) a été conclu entre des représentants des communautés sédentaires zarma et nomades peules dans la commune de Banibangou (région de Tillabery), sous l'égide de l'État. L'espoir était de mettre fin à un conflit qui dure depuis deux décennies et qui a fait plus de 300 morts, plusieurs milliers de déplacés et perturbé l'activité agropastorale. Les massacres de villageois dans la région de Tillabery, au nord du Niger, en 2021, ont fait craindre que le conflit, jusqu'alors caractérisé principalement par des combats entre les djihadistes et les forces de sécurité (), ne s'étende entre les communautés. L'accord de 8 pages, qui a fait l'objet d'une médiation par la Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP) du Niger pendant près de deux ans avec le soutien du Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD), vise à réduire les tensions alimentées par la concurrence pour les ressources naturelles et la violence armée dans la région de Tillabery.

L'accord a été signé à l'occasion d'un forum réunissant des représentants des communautés touareg, arabe, zarma, haoussa et peul, pour une coexistence pacifique, en présence de témoins clés, dont des chefs religieux, des chefs de village, le coordinateur des groupes d'autodéfense, l'administration régionale et le ministre de l'intérieur qui avait initié le forum. Un comité de suivi de l'accord, composé de 23 représentants des différentes communautés, a été mis en place et se réunit tous les trimestres. Selon les chefs de communautés, l'accord a rapidement apporté la stabilité. Les marchés ont rouvert, les agriculteurs ont repris le travail dans leurs champs, les personnes déplacées ont commencé à revenir et des discussions ont été engagées concernant le désarmement d'une milice qui harcelait les civils.

Le travail de la HACP est guidé par une approche holistique qui vise à prévenir l'instrumentalisation des conflits intercommunautaires par les groupes djihadistes. Cette approche de la paix a été mise à l'épreuve dans le nord de la région de Tillabery, une zone de conflit essentiellement pastorale où cohabitent plusieurs communautés aux profils socio-économiques et culturels différents. La vulnérabilité économique de la zone, combinée à la faiblesse de la gouvernance et exacerbée par les crises alimentaires et pastorales récurrentes liées aux conflits et aux conséquences du changement climatique - dont les effets les plus courants sont l'exode, la migration, la mendicité et la reconversion dans le petit commerce - explique l'absence généralisée de perspectives durables en matière de moyens de subsistance. L'exploitation de ressources naturelles partagées par des groupes sociaux aux modèles économiques et culturels différents conduit naturellement à des intérêts divergents, source potentielle de conflits récurrents. En 2015, conformément à son approche holistique, le HACP a commencé à construire des "infrastructures de paix", une série de projets dans des zones nomades et/ou à risque, conçus comme des aimants pour la création d'opportunités économiques partagées visant à renforcer la gestion concertée des ressources et le dialogue. Ces infrastructures visent à donner aux communautés la capacité de négocier entre elles en s'appuyant sur les autorités locales.

2.2 Approches locales de la médiation

Le nombre d'accords locaux signés dans le Liptako Gourma rend leur navigation extrêmement difficile. Rien qu'au centre du Mali, plus de 40 accords ont été signés depuis 2019, dont au moins un tiers contient des dispositions relatives à l'accès aux ressources naturelles. Dans le cas de la **plupart des accords locaux, bien qu'ils reconnaissent que le conflit tourne principalement autour du partage des ressources naturelles, les dispositions de l'accord n'abordent que vaguement cette question spécifique**. De plus, les termes de ces accords sont rarement rendus publics et même lorsqu'ils le sont, ils sont souvent régis par des clauses non écrites. De nombreux accords tombent à l'eau après une courte période et ne sont malheureusement pas assortis de mécanismes de suivi solides qui permettraient de les contrôler ou de les reproduire. Parfois, les accords perdent tout simplement le soutien des communautés locales.

Bien que de nombreux accords locaux aient conduit à des réductions temporaires de la violence contre les civils, certains donateurs et gouvernements ont commencé à s'inquiéter du fait que les termes de ces accords puissent donner l'impression qu'ils "cèdent" aux exigences des djihadistes. Le déséquilibre des forces en faveur des groupes armés djihadistes peut en effet donner l'impression que nombre de ces accords sont imposés plutôt que négociés. Le siège de Farabougou en octobre 2020 dans le centre du Mali et le siège de Djibo en février 2022 au Burkina Faso en sont deux exemples emblématiques.

Encadré 2. Le processus de Djibo

Ce processus de Djibo a consisté en des pourparlers secrets en vue d'un cessez-le-feu qui ont eu lieu dans les mois précédant les élections générales de novembre 2020 entre de hauts responsables des services de sécurité du Burkina Faso et des représentants des djihadistes (sans apparemment impliquer les chefs de communautés) dans la région du Soum à prédominance peul. Ces pourparlers ont ensuite entraîné une baisse de la violence - près de cinq fois moins d'affrontements ont été signalés entre les djihadistes et les forces de sécurité entre novembre 2020 et janvier 2021 par rapport à la même période de l'année précédente. La partie gouvernementale de l'accord prévoyait que les forces de sécurité et les milices d'autodéfense volontaires cessent de cibler les hommes peuls. Les djihadistes, pour leur part, devaient cesser leurs attaques en échange d'une liberté de mouvement à Djibo, notamment pour se rendre au marché et rendre visite à leur famille, sans craindre d'ingérence de la part de l'armée. L'accord a également rouvert les voies de circulation vers Ouagadougou, levant le blocus imposé par le JNIM à la province du Soum depuis 2018, et permettant la tenue d'élections. L'accord comprenait apparemment aussi la libération d'une centaine de prisonniers détenus sur la base d'accusations de liens avec les djihadistes.

L'un des problèmes du processus de Djibo semble être que les djihadistes n'ont pas pleinement respecté leur part de l'accord. Ils auraient continué à porter des armes lors de leurs visites à Djibo, à recruter et à imposer des codes vestimentaires islamiques. En outre, la population locale (peul) et les chefs de communauté - largement exclus des négociations - se sont sentis pris au piège entre les djihadistes et les forces de sécurité gouvernementales. Le JNIM a apparemment profité du cessez-le-feu pour se réorganiser et a repris les barrages pendant l'été 2021, peut-être dans le but de négocier de nouveaux accords locaux qui lui conféreraient une légitimité vis-à-vis de la population locale. Les autorités ont riposté en suspendant la fourniture de tous les services, y compris par l'ONU et les ONG, dans les zones contrôlées par les groupes armés. En janvier 2022, une opération militaire menée par les forces armées gouvernementales a détruit plusieurs camps d'insurgés dans le nord, principalement dans la province de Soum. Le mois suivant, le JNIM a lancé un nouveau blocus à grande échelle contre Djibo en attaquant les infrastructures locales, en tendant des embuscades aux convois de ravitaillement et en soumettant la population à la famine.

Les chefs traditionnels des communautés ou les personnalités religieuses servent souvent de médiateurs internes en raison de leur connaissance intime des parties en conflit et de la dynamique sociale et environnementale au sein de chaque communauté. En s'appuyant sur cette connaissance, ils cherchent un terrain d'entente et résolvent les conflits liés aux ressources naturelles et à l'environnement. Toutefois, l'escalade des conflits dans la région a commencé à réduire l'efficacité des chefs traditionnels. Face à la montée de la violence et à la menace imminente des groupes djihadistes, les moyens nécessaires pour relever ces défis dépassent progressivement leurs capacités, ce qui nuit à leur crédibilité.

2.3 Une reconnaissance des causes environnementales profondes, mais des pratiques limitées en matière de l'approche environnementale de la paix et de prise en compte du climat

Malgré de multiples efforts de médiation prometteurs - soutenus par les États dans certains cas, mais le plus souvent par les ONG - et la reconnaissance générale du fait que l'accès aux ressources naturelles est souvent à l'origine des conflits, les **dispositions spécifiques de la plupart des accords locaux visent à mettre fin à la violence à court terme.**

Certains de ces accords locaux prévoient des dispositions relatives à la gestion des itinéraires de transhumance, à la prévention des vols de bétail, à l'accès aux pâturages et à l'eau, ainsi qu'au respect des verdicts coutumiers et des règles établies par les autorités traditionnelles. Cependant, ils abordent rarement les questions de partage des ressources naturelles et de gouvernance de manière durable.

Souvent, ils ne parviennent pas non plus à développer des mécanismes de mise en œuvre capables de s'adapter aux effets négatifs du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur ces questions de partage des ressources naturelles à moyen et à long terme.

La capacité limitée de l'État à réglementer ces questions au niveau local et à accompagner les accords locaux de dividendes de la paix sous la forme de services de base et d'un retour de l'administration étatique signifie également que les **pouvoirs sont souvent délégués aux autorités traditionnelles avec des moyens limités pour les exercer.** En effet, bien que les autorités traditionnelles puissent agir en tant que médiateurs, résoudre les différends entre et au sein des communautés et empêcher l'escalade, elles ne sont généralement pas équipées pour fournir des dividendes de paix tangibles, organiser des comités de suivi fonctionnels ou traiter les violations majeures des accords. En conséquence, la plupart des accords locaux ne sont pas respectés ou s'effondrent en l'espace de quelques semaines.

Plus important encore, **le contexte climatique et environnemental de la région justifie la pratique de la médiation à travers un prisme climatique et environnemental approprié.** Il faut faire davantage pour impliquer les acteurs traditionnels et nouveaux de manière à mieux s'attaquer aux causes profondes des conflits, en particulier ceux liés au partage des ressources naturelles (terre, eau, mines et zones protégées) et à fournir des dividendes de la paix et des investissements tangibles qui tiennent compte de la dynamique climatique et environnementale et qui sont capables de soutenir les accords à long terme.

3. Avantages de la promotion d'une approche axée sur les ressources naturelles, l'environnement et le changement climatique dans le cadre de la médiation et de l'établissement de la paix

Les ressources naturelles, l'environnement et le changement climatique se sont révélés être des points d'entrée utiles pour rapprocher les parties dans le cadre d'initiatives de dialogue, et le présent rapport plaide en faveur d'une meilleure intégration des pratiques environnementales et climatiques dans la médiation et d'autres formes de rétablissement de la paix.

Ce faisant, cependant, il faut d'abord reconnaître certains des risques inhérents à une telle approche. En effet, la logique générale du rétablissement de la paix dans le domaine de l'environnement - qui met souvent l'accent sur le changement climatique en tant qu'instigateur ou multiplicateur de conflits - **peut, dans certains cas, diminuer et dévaloriser la responsabilité des gouvernements et des autorités publiques dans la résolution des problèmes de gouvernance, dépolitisant ainsi certaines des questions en jeu.** Si cette approche peut favoriser la coopération sur un terrain relativement ou du moins relativement peu controversé, elle risque également d'éluder les questions fondamentales de la gouvernance, de l'économie politique et de la responsabilité.

Ceci étant dit, ce projet pilote a confirmé la pertinence et, en fait, l'impératif d'ajouter une perspective plus délibérée sur les ressources naturelles, l'environnement et, dans une certaine mesure, le climat dans les efforts de rétablissement de la paix dans le Liptako Gourma. La prise en compte des ressources naturelles et de l'environnement peut non seulement faciliter la résolution de certains conflits locaux qui peuvent comporter des éléments ethniques et idéologiques plus difficiles à résoudre, mais aussi contribuer à instaurer la confiance entre les différentes communautés tout en limitant la capacité des groupes armés - y compris les groupes djihadistes - à exploiter les tensions locales liées à l'accès aux ressources naturelles.

Le projet a également démontré qu'il est relativement facile d'ajouter une perspective de pacification environnementale et d'information sur le climat à l'analyse du contexte et à la cartographie des acteurs. **L'ajout d'une optique de changement climatique peut toutefois nécessiter un niveau d'expertise plus technique.** Un élément qui peut être particulièrement difficile à assimiler pour les médiateurs est ce que l'on peut appeler le "choc des calendriers", c'est-à-dire le fait que les questions liées aux ressources naturelles et au changement climatique ont tendance à s'inscrire dans le moyen ou le long terme, alors que les impératifs de la médiation sont souvent de courte durée pour mettre un terme à la violence. Et, comme nous l'avons suggéré plus haut, si les apports techniques sont utiles, ils ne doivent pas conduire à une dépolitisation des questions, en particulier lorsqu'il s'agit de réformes de gouvernance plus profondes nécessaires pour que les accords soient maintenus à long terme.

Il est important de noter que la **prise en compte des considérations climatiques dans la médiation peut ne pas être simple**. La raison principale en est que si les conflits provoqués ou aggravés par les ressources naturelles et les facteurs environnementaux sont plus faciles à identifier s'ils sont à l'origine du conflit ou s'ils y contribuent directement, les différends liés au changement climatique sont indirects et tendent à exacerber les tensions socio-économiques, ethniques ou politiques existantes. Par conséquent, les parties concernées peuvent ne pas reconnaître d'emblée l'influence du changement climatique sur les conflits, étant donné qu'il intervient par des voies complexes.⁷

En outre, les **facteurs liés à la vulnérabilité, à l'exposition et à la résilience aux conflits et au climat peuvent varier en fonction du sexe, de l'appartenance ethnique, des moyens de subsistance, du statut social et économique, et même de la localisation**. La recherche et la pratique démontrent que certains groupes sont intrinsèquement plus vulnérables à l'accès et à l'utilisation des ressources naturelles et à l'impact de la dégradation de l'environnement et du changement climatique. Par exemple, les normes de genre et la dynamique du pouvoir déterminent la manière dont les femmes et les hommes vivent les conflits et l'insécurité dans un climat changeant. En outre, les communautés nomades du Liptako Gourma dépendent de la terre et des ressources naturelles, ce qui les expose à l'impact du changement climatique et les rend vulnérables aux politiques et plans centralisateurs qui se concentrent souvent sur les zones urbaines.

Par conséquent, **les capacités locales et les processus inclusifs de médiation et de résolution des conflits liés aux ressources naturelles et aux effets du changement climatique sont essentiels à la durabilité de l'établissement de la paix dans le domaine de l'environnement**. D'une part, investir dans le renforcement de la gouvernance communautaire des ressources naturelles et de la capacité d'adaptation au changement climatique, ainsi que dans la capacité de médiation et les mécanismes locaux de résolution des conflits, permet de s'assurer que les petits litiges peuvent être traités localement avant de s'aggraver, ce qui peut également contribuer à renforcer la confiance dans les autorités locales telles que les chefs tribaux et coutumiers. D'autre part, la promotion de processus inclusifs peut garantir que les besoins et l'expertise distincts des différents groupes sont pris en compte dans les mécanismes de prise de décision locaux et fournir une plateforme pour un dialogue continu et l'établissement de relations entre et parmi les utilisateurs des ressources.⁸

Les ressources naturelles, le rétablissement de la paix dans le domaine de l'environnement et les mesures d'adaptation au climat dans les pays touchés par un conflit peuvent également offrir des possibilités de rétablissement de la paix dans une optique sensible aux conflits, comme l'explique plus en détail l'approche de la gestion des ressources naturelles dans le Liptako Gourma, pour laquelle **il est important que les praticiens de l'environnement soient conscients et sensibles au contexte de sécurité et tentent de promouvoir et de consolider les dividendes de la paix**.

Par conséquent, **les médiateurs du Liptako Gourma pourraient souhaiter continuer à échanger et à affiner leur compréhension du rôle que les ressources naturelles, les questions environnementales et climatiques peuvent jouer dans le déclenchement ou la prolongation d'un conflit**, les opportunités potentielles d'inclusion des groupes marginalisés et les dividendes de la paix obtenus à court et à long terme, en concevant et en mettant en œuvre des processus sensibles aux impacts du changement climatique au Mali, au Burkina Faso et au Niger.

⁷ DPPA, (2023). *Les implications du changement climatique pour la médiation et les processus de paix*.

⁸ PNUE-UE, (2022). *Partenariat sur le changement climatique et la sécurité. Rapport final*.

3.1 Les avantages de l'adoption d'une approche plus environnementale de la paix et de médiation tenant compte du climat dans le Liptako Gourma

Dans la région du Liptako-Gourma - et, en fait, dans un contexte géopolitique plus large - qui est de plus en plus polarisée et méfiante à l'égard des agendas qui peuvent être perçus comme imposés de l'extérieur, il existe un risque important que l'approche environnementale de la paix et la médiation tenant compte du climat soient dénoncés comme étant des agendas occidentaux dirigés de l'extérieur.

Il est donc essentiel que les initiatives qui prennent en compte les causes environnementales profondes - et le changement climatique dans la mesure du possible - soient fondées sur l'analyse et les pratiques locales et soient prises en charge par les parties aux niveaux local et national. Cette approche ne doit toutefois pas empêcher les acteurs régionaux et internationaux concernés de fournir aux parties et aux médiateurs locaux l'expertise technique nécessaire sur les questions liées à l'environnement et au changement climatique.

En novembre 2023, les pays du Sahel ont adopté une déclaration historique lors du premier Forum du Sahel sur le climat, la paix et la sécurité, s'engageant à renforcer la sécurité climatique dans la région. Alors que la déclaration se concentre sur la collaboration régionale et internationale en faveur de la sécurité climatique et du financement, la reconnaissance de la nécessité de développer et d'opérationnaliser des stratégies nationales et régionales inclusives pour renforcer la résilience climatique, la paix et la sécurité au Sahel, peut fournir des points d'entrée utiles pour promouvoir les approches de rétablissement de la paix environnementale et de médiation éclairée par le climat dans le Liptako Gourma.⁹

L'approche plus environnementale de la paix est une pratique de dialogue et de médiation qui vise à prévenir et à résoudre plus efficacement les conflits en s'attaquant aux principaux facteurs liés au climat, à l'environnement et aux ressources naturelles et en intégrant les questions environnementales qui peuvent contribuer à la résolution et à une paix plus durable ou à la création de mécanismes de collaboration future.

De nombreux acteurs ont depuis longtemps joué un rôle de médiateur et résolu les conflits intercommunaux concernant les ressources agropastorales, notamment le partage des terres, la délimitation des itinéraires de transhumance et la gestion des points d'eau, qui sont souvent à l'origine de conflits entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs et entre les communautés pastorales elles-mêmes. En effet, le code national des pasteurs prévoit des mécanismes de résolution des conflits et précise le rôle des chefs traditionnels en tant que médiateurs.

Sachant que les conflits dans le Liptako Gourma découlent souvent d'une mauvaise gestion et/ou d'une compétition autour des ressources naturelles et de la dégradation de l'environnement, et compte tenu de l'expertise des différents acteurs locaux, régionaux, traditionnels, gouvernementaux et internationaux dans la médiation de ces conflits, l'utilisation d'une approche qui prend en compte les risques environnementaux peut contribuer de manière significative à la prévention et à la résolution des conflits dans la région. Cette approche présente plusieurs avantages, notamment

⁹ <https://www.undp.org/africa/waca/press-releases/landmark-declaration-adopted-strengthen-climate-security-sahel>

- 1 Renforcer la protection de l'environnement au niveau local, une meilleure utilisation des ressources rares et l'adaptation au climat dans les zones touchées par les conflits où les institutions gouvernementales sont faibles.** Par exemple, comme le montre le processus de Charte foncière locale soutenu dans les zones rurales du Burkina Faso par l'ONF-BF, les communautés et les groupes d'utilisateurs de ressources font le lien entre les pratiques coutumières et le cadre juridique lorsque les institutions de l'État ne le peuvent pas.

Voir la note de pratique ONF-BF pour plus de détails.

- 2 Renforcer l'autorité, le rôle et la fonction des chefs coutumiers, tribaux et traditionnels dans la résolution des litiges et la prévention des conflits, en particulier dans les zones rurales où le gouvernement peut être moins présent.** L'émir du Liptako, chef coutumier d'une zone rurale reculée du Burkina Faso, a illustré le rôle vital joué par les chefs traditionnels dans la résolution des conflits entre groupes nomades dans les régions transfrontalières où la présence de l'État est limitée.

Voir la note de pratique de l'Emir du Liptako pour plus de détails.

- 3 Assurer l'appropriation locale du dialogue, de la négociation et de la mise en œuvre des accords de médiation.** L'expérience du HACP au Niger a démontré qu'une approche holistique menée par les communautés elles-mêmes et soutenue par l'État favorise l'appropriation locale du processus de paix. Cela conduit à une meilleure adhésion aux résultats et peut potentiellement attirer des ressources politiques et financières pour soutenir les accords locaux. En donnant aux communautés les moyens de négocier et en soutenant les autorités locales, le HACP a renforcé leur légitimité et leur capacité à s'engager efficacement.

Voir la note pratique de la HACP pour plus de détails.

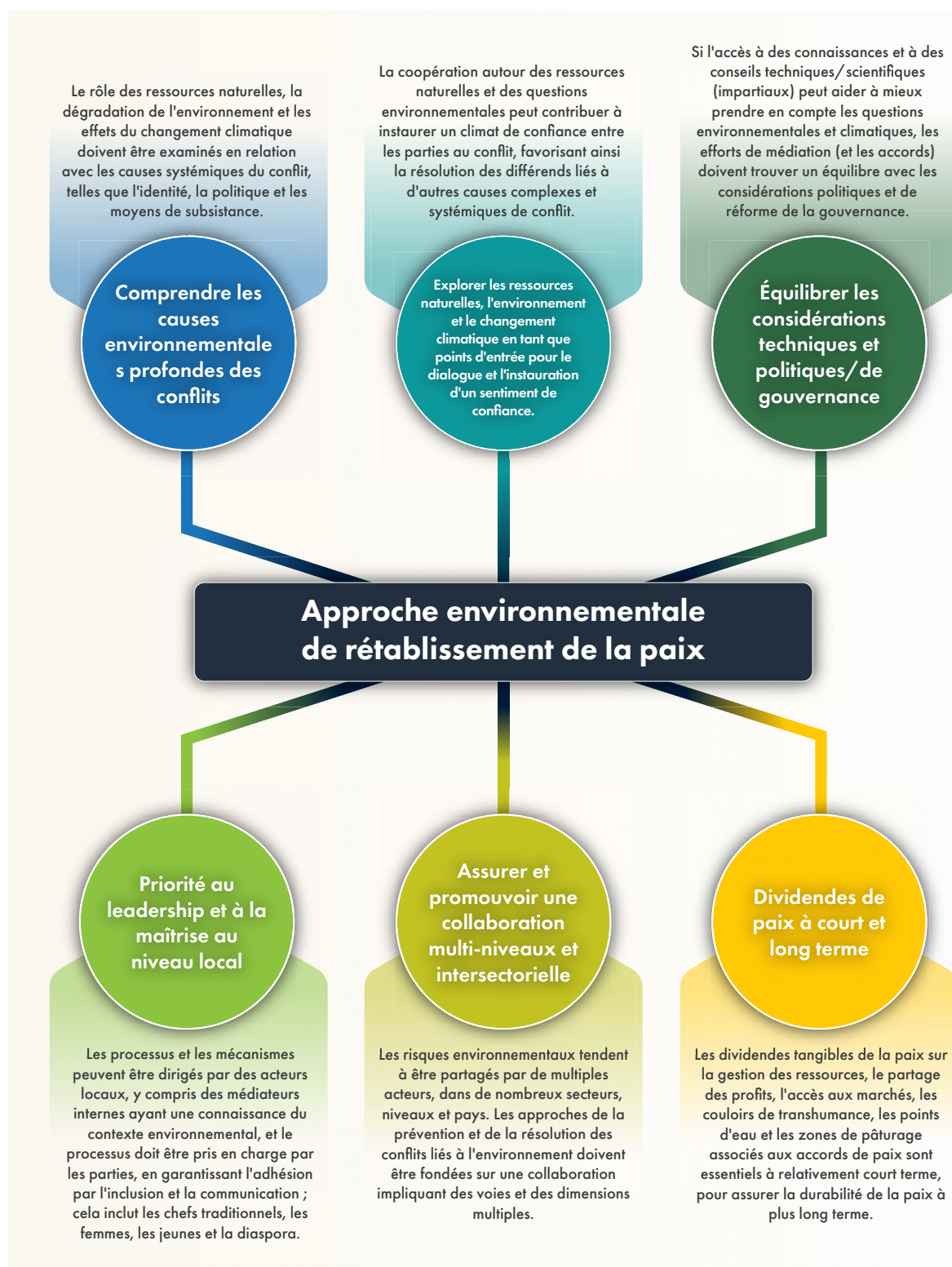
- 4 Garantir des dividendes environnementaux tangibles de la paix après les dialogues, les forums et les accords afin de consolider les processus de rétablissement de la paix.** L'expérience d'IMADEL au Mali suggère que le lancement et la mise en œuvre de projets visant à garantir un accès plus équitable aux ressources naturelles sont propices à d'autres accords de réconciliation fondés sur la confiance établie grâce à des projets de partage, de coopération et d'adaptation tels que la délimitation des exploitations agricoles et des itinéraires de transhumance ou la mise en place de comités de résolution des conflits. Ceux-ci peuvent jouer un rôle dans la promotion de formes nouvelles et plus durables de gouvernance locale de l'environnement et des ressources naturelles.

Voir la note pratique de la IMADEL pour plus de détails.

- 5 Contribuer à la conclusion d'accords plus durables en tenant compte des effets du changement climatique.** Les accords de paix adaptés au climat peuvent devenir sans objet en raison de l'évolution des régimes climatiques après quelques années. Les médiateurs peuvent suggérer d'inclure des dispositions permettant de surveiller et d'adapter les risques de sécurité liés au changement climatique¹⁰ et de promouvoir la création d'un accord résistant au changement climatique qui tienne compte de la variabilité du changement climatique afin de garantir sa durabilité, tout en veillant à ce que les parties prenantes ne considèrent pas l'adaptabilité comme une invitation à des renégociations fréquentes, ce qui pourrait entraver ou retarder la mise en œuvre de l'accord. Basée sur l'expérience des partenaires locaux de ce projet, cette section propose un ensemble de bonnes pratiques pour intégrer les considérations environnementales dans la médiation dans le Liptako Gourma, en les illustrant par des exemples pratiques partagés par ces acteurs.

¹⁰ DPPA, (2023). Les implications du changement climatique pour la médiation et les processus de paix.

4. Principes d'une approche de rétablissement de la paix dans le domaine de l'environnement



5. Une approche plus environnementale de la paix : de bonnes pratiques

5.1 Analyse et partage d'informations

- **Analyse des risques climatiques et des conflits** : Comprendre le rôle des ressources naturelles, de l'environnement ou du climat dans un conflit et les relier aux causes systémiques du conflit. Soutenir la sensibilisation des parties aux risques sécuritaires liés au climat et à leurs implications dans le Liptako Gourma pour s'assurer que les processus de paix et les négociations tiennent compte du climat et que les accords sont plus durables à long terme et contribuent à atténuer les crises imprévisibles liées au climat.
- **Partage des connaissances sur les us et coutumes** : Encourager le partage des connaissances sur les différentes lois et coutumes. Il peut y avoir un décalage entre les us et coutumes locaux régissant la gestion des ressources pastorales et les lois et conventions nationales ou internationales que les États ont ratifiées. Les communautés pastorales ne comprennent souvent pas ce décalage. Ce manque de compréhension et de perception commune peut également se manifester entre différentes communautés dont les us et coutumes diffèrent les uns des autres, entraînant des violences et des conflits. Par exemple, les Touaregs transhumants interdisent aux animaux de traverser un campement pour des raisons de sécurité et de respect de l'intimité, alors que la coutume des Peuls l'autorise.
- **Réseaux locaux et régionaux** : Promouvoir les échanges bilatéraux et multilatéraux avec les acteurs locaux et transfrontaliers de la pacification environnementale, y compris les acteurs traditionnels, coutumiers et étatiques, jusque dans les zones rurales et frontalières, sans se limiter aux centres urbains.
- **Fourniture de connaissances techniques** : Faciliter le partage d'informations, d'expériences et de bonnes pratiques sur la résolution des conflits, la gestion des ressources naturelles et l'adaptation au climat. Par exemple, cartographier les ressources naturelles afin de partager des informations impartiales avec tous les acteurs du Liptako Gourma, que gouvernance et les comités de résolution des conflits peuvent également soutenir.

Encadré 3. L'Observatoire national du foncier du Burkina Faso (ONF-BF).

L'ONF-BF a pour mission de contribuer à l'amélioration de la gouvernance foncière et à la résolution des problèmes liés à la terre par la production et la diffusion d'informations pertinentes. Leur approche contribue à l'adoption et à l'amélioration des pratiques, des coutumes et des cadres juridiques liés à la gouvernance environnementale et à la gestion alternative des conflits fonciers. La stratégie intégrée de l'ONF-BF pour aider les communes à renforcer leur capacité à gérer leurs terres et leurs ressources naturelles et à utiliser des méthodes alternatives pour gérer les conflits fonciers a contribué à résoudre les conflits et à assurer la gestion durable des ressources naturelles. Un point d'entrée potentiel pour la mise en œuvre de la pacification environnementale à une échelle régionale plus large pourrait consister à suivre l'exemple de l'approche de l'ONF-BF par le partage des connaissances, la mise en réseau et l'échange de bonnes pratiques. Cette approche pourrait être adaptée au niveau régional, en impliquant des autorités telles que l'Autorité Liptako Gourma (ALG) et le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS).

5.2 Conception des processus et des accords

Conception des processus et des négociations : Prévoir du temps et des opportunités dans la conception des processus de dialogue pour discuter des ressources naturelles et de l'environnement en tant que voies potentielles de coopération et de mesures de confiance. Faire appel à une expertise locale et internationale spécifique, allant de la conception d'itinéraires de transhumance à la compréhension des impacts du changement climatique, au cours des étapes clés du processus afin d'intégrer efficacement ces aspects dans les discussions.

Encadré 4. IMADEL - Inclusion des femmes et des jeunes dans la résolution des conflits au Mali

Dans le cadre d'un conflit qui a éclaté entre les communautés Fulani et Dogon dans le centre du Mali, un projet intitulé "Consolidation de la paix et renforcement des moyens de subsistance dans le cercle de Koro" a été mis en œuvre par l'IMADEL (Initiative malienne d'appui au développement local) dans le but de résoudre le conflit, de consolider la paix et de restaurer la cohésion sociale.

Dans un contexte marqué par l'exacerbation des conflits inter et intracommunautaires dans le cercle de Koro, l'initiative a consisté en un diagnostic du conflit, son analyse et la proposition de pistes de solutions. L'analyse du contexte conflictuel a permis d'identifier les griefs liés à la gestion des ressources naturelles, à l'accès à l'eau et à la relance économique des jeunes et des femmes comme causes profondes. Les approches pour y remédier comprennent la création de points d'eau pastoraux, de croisements d'animaux, l'aménagement de réserves pastorales, la multiplication des points d'eau communautaires, le renforcement des capacités des jeunes et des femmes leaders.

L'IMADEL a également encouragé et soutenu l'émergence de groupes communautaires composés d'hommes et de femmes engagés en faveur de la paix et de la réconciliation, dont le plus célèbre est "MONOBEME", qui signifie "vivons ensemble" dans la langue locale des Dogons.

L'analyse contextuelle a souligné le rôle important des femmes et des jeunes dans la résolution du conflit. Les femmes peuvent jouer un rôle facilitateur dans l'intégration intercommunautaire en promouvant des activités génératrices de revenus telles que la gestion d'un moulin, le maraîchage, la teinture et la fabrication de savon. Les jeunes, à la fois acteurs et victimes du conflit, détiennent la clé de la résolution et de la prévention des conflits futurs grâce à leur engagement en faveur de la paix et de la coexistence harmonieuse.

- **Accords sensibles à l'environnement et adaptés au climat :** Encourager la prise en compte de l'environnement et du climat dans les accords (locaux et/ou du volet 1) eux-mêmes et la mise en place de cadres de gestion conjointe dotés d'un personnel, d'un équipement et d'un financement adéquats pour les ressources transfrontalières, telles que les itinéraires de transhumance, les cours d'eau, les forêts et les écosystèmes.
- **Inclusivité :** Mettre l'accent sur l'établissement de la paix environnementale comme point d'entrée pour une participation significative des femmes ou d'autres groupes minoritaires (jeunes, diaspora) ainsi que des acteurs économiques à toutes les étapes d'un processus et peut contribuer à assurer la durabilité des accords grâce à des dividendes de la paix tangibles et à des mécanismes de suivi et de contrôle inclusifs plus efficaces. En effet, les femmes occupent une position cruciale en tant que principales pourvoyeuses de nourriture et d'eau pour leurs ménages et jouent un rôle central dans l'agriculture, ce qui rend leur participation indispensable pour comprendre et traiter les impacts du changement climatique.

5.3 Mise en œuvre

- **Promouvoir les initiatives de rétablissement de la paix dans le domaine de l'environnement** : Souligner l'importance des initiatives intégrées qui s'attaquent simultanément aux ressources naturelles, à la protection de l'environnement et à l'adaptation au climat, parallèlement aux efforts de rétablissement de la paix. Une telle intégration au cours de la phase de mise en œuvre est plus facile à réaliser si l'accord comprend des dispositions spécifiques consacrées à ces aspects. De même, la mise en œuvre doit être attentive à prévenir tout effet secondaire négatif d'un accord sur l'environnement, en particulier s'il risque d'exposer certaines populations vulnérables - tant parmi les groupes nomades que sédentaires - aux effets néfastes du changement climatique à court ou à moyen terme.
- **Surveillance de l'environnement et des conflits et établissement de rapports** : Anticiper les tensions croissantes dues aux modifications de la quantité ou de la qualité des ressources naturelles, aux risques naturels et à l'aggravation du changement climatique grâce à des systèmes d'alerte précoce et de suivi, y compris au niveau local par le biais de comités de suivi établis à la suite d'accords locaux. Cela peut contribuer à améliorer la communication entre les acteurs sur les questions techniques, ce qui peut favoriser la transparence et la volonté de coopérer sur d'autres questions plus contestées, et contribuer à la responsabilisation.
- **Approche multi-niveaux et transfrontalière** : Élaborer des politiques et des projets qui tiennent compte des questions transfrontalières le cas échéant (lorsque les ressources naturelles telles que l'eau et les zones protégées dépassent le territoire d'un pays et que la violence peut avoir entraîné des déplacements transfrontaliers de populations et d'animaux), par le biais d'une coopération entre les autorités locales voisines de différents pays, ainsi que d'une coopération entre les chefs traditionnels et coutumiers qui font souvent déjà partie de réseaux sous-régionaux plus vastes.

Encadré 5. Coopération sous-régionale

L'Association pour la Promotion de l'Élevage dans le sahel et la Savane (APESS), le Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs en Afrique de l'Ouest (ROPPA) et le Réseau Billital Marroobe (RBM) sont des exemples de réseaux sous-régionaux, qui ont été soutenus par le Projet régional Liptako Gourma 3 Frontières (P3F) lancé en 2019 par l'Agence française de développement pour une durée de trois ans. Le projet vise à appuyer les communautés agro-pastorales pour améliorer la protection de l'environnement, la transhumance et la prévention et la résolution des conflits liés à la gestion des ressources naturelles.

6. Conclusion

L'approche environnementale de la paix est une approche qui vise à prévenir et à résoudre les conflits de manière plus efficace en s'attaquant aux facteurs fondamentaux de conflits liés au climat, à l'environnement et aux ressources naturelles. Il s'agit d'intégrer les questions environnementales pour parvenir à une paix durable et de créer des cadres de collaboration pour l'avenir.

Des interventions bien conçues peuvent favoriser une paix et une stabilité durables. Ces efforts peuvent s'attaquer aux déséquilibres de pouvoir et aux injustices sociales de manière positive, encourager l'innovation pour relever les défis actuels et favoriser les solutions à long terme. Étant donné que les problèmes liés au climat exigent des solutions durables, cela justifie la nécessité d'une mise en œuvre, d'un suivi et d'une gestion soutenus sur le long terme. Cette approche valide l'engagement, les investissements et l'appropriation au niveau local des processus visant à résoudre les causes environnementales des conflits.

Jusqu'à présent, **la mise en œuvre de l'approche environnementale dans la région du Liptako Gourma reste un travail en cours.** En effet, bien que de nombreux accords locaux aient été conclus ces dernières années et que la plupart des acteurs pour la paix - à différents niveaux, local, national et sous-régional - reconnaissent que le partage des ressources naturelles est au cœur de nombreux conflits, les accords ne parviennent souvent pas à traiter de manière substantielle certaines des causes profondes et/ou des facteurs aggravants liés à l'environnement et au climat. Le désir naturel des acteurs pour la paix de mettre fin à la violence le plus rapidement possible et les politiques gouvernementales qui continuent souvent à donner la priorité aux réponses militarisées plutôt qu'aux réponses négociées sont autant d'obstacles à l'avancement de cette approche environnementale du rétablissement de la paix dans la région.

Toutefois, **les acteurs pour la paix à tous les niveaux reconnaissent de plus en plus l'importance de mieux prendre en compte les causes profondes des conflits dans la région, qui sont le plus souvent liées à des rivalités concernant l'utilisation et la gestion des ressources naturelles agropastorales** - les affrontements entre agriculteurs et éleveurs restant de loin les plus récurrents au Mali, au Burkina Faso et au Niger - qui sont souvent exploitées par divers groupes armés, y compris des groupes djihadistes.

l'utilisation de l'environnement comme point d'entrée dans la médiation permettra également aux communautés d'explorer les questions politiques, sociales et économiques sous-jacentes au conflit, favorisant ainsi une approche plus holistique de leur résolution

L'avantage de cette approche réside non seulement dans ses implications locales, mais aussi dans son impact potentiel sur un niveau national plus large. De nombreuses tentatives de stabilisation dans la région ont été envisagées sous l'angle du lien entre sécurité et développement, qui suggère que la sécurité et le développement peuvent se renforcer mutuellement, offrant ainsi la possibilité de mettre en œuvre des projets susceptibles de conduire au redéploiement de l'État et à la stabilité. Toutefois, cette approche s'est heurtée à plusieurs difficultés dans la pratique. Malgré les efforts militaires pour reconquérir des territoires dans la région du Liptako Gourma, le redéploiement des services de l'État a souvent été freiné par de nouvelles attaques djihadistes. La stratégie centrée sur l'armée a négligé divers facteurs complexes alimentant la violence intercommunautaire, notamment les disparités dans la distribution des ressources naturelles et les gains territoriaux de courte durée.

En outre, on a supposé que les civils préféreraient la gouvernance de l'État aux formes alternatives offertes par les militants armés. Pourtant, dans certaines zones rurales du Sahel touchées par des conflits liés aux ressources, les militants ont géré efficacement les différends, ce qui contraste avec la crainte d'une intervention de l'État chez les éleveurs en raison des politiques agricoles antérieures favorisant les agriculteurs. Cela montre que l'utilisation de l'environnement comme point d'entrée dans la médiation permettra également aux communautés d'explorer les questions politiques, sociales et économiques sous-jacentes au conflit, favorisant ainsi une approche plus holistique de leur résolution.

Les médiateurs et les partenaires internationaux doivent veiller à ne pas imposer d'intérêts extérieurs aux processus locaux de résolution des conflits ou à dépolitiser les questions dans une optique environnementale et de changement climatique, mais plutôt promouvoir l'ancrage et l'appropriation au niveau local de l'analyse et des processus de médiation fondés sur l'environnement et le climat. Les dynamiques de conflit se manifestent souvent à un niveau très localisé, et les acteurs armés capitalisent sur les tensions intercommunautaires, en s'engageant à ce niveau local. Par conséquent, ces dynamiques influencent profondément l'évolution de la crise et devraient donc être un élément central de notre compréhension de celle-ci.

Ce document vise à promouvoir l'approche environnementale en tant qu'objectif et approche viables de la médiation, en s'inspirant de praticiens et d'initiatives dans une région où cette approche revêt une importance particulière en raison de sa dépendance à l'égard des ressources naturelles partagées - essentielles pour les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs qui s'étendent au-delà des frontières. Les moyens de subsistance dans le Liptako Gourma sont particulièrement menacés par l'épuisement rapide de ces ressources, aggravé par les effets du changement climatique et l'insécurité générale dans la région. Dans ce contexte, ce document fournit un ensemble de principes et de stratégies potentielles pour intégrer les considérations environnementales dans les efforts de rétablissement de la paix, servant de guide aux parties prenantes locales, nationales et régionales pour incorporer les aspects environnementaux dans la conception et l'exécution des stratégies de rétablissement de la paix à différents niveaux.





EUROPEAN
INSTITUTE
OF PEACE

European Institute of Peace (EIP)
Rue des Deux Eglises 25
1000 Brussels, Belgium

www.eip.org
info@eip.org



TrustWorks
Global

TrustWorks Global
Rue de l'Évêché, 1
Geneva 1204, Switzerland

www.trustworksglobal.com
info@trustworksglobal.com